

Bruxelles, 9-11 juillet 2007

Document de base
(version originale : anglais)

Table ronde 2

Transferts de fonds et autres ressources des diasporas : augmenter leur volume net et leur valeur de développement

Session 2.2

Augmenter le micro-impact des transferts sur le développement

Partenaire de coordination : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Partenaires pour la préparation de la session : Gouvernements du Mexique, de la Norvège et du Sénégal, Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

Les Gouvernements de la France, de la Grèce, de l'Espagne, l'USAID, les bureaux du PNUD, le FIDA, Microfinance International (MFIC), Oxfam Novib, Western Union et le WSBI ont apporté leur contribution à ce document de base.

Les questions horizontales ont été traitées sur base des contributions apportées pas l' OIT, l'OIM et le HCDH

Coordinateur pour la "task force": Roméo Matsas

Panel de session :

Président/ Modérateur : M. Carlos Gonzalez Gutierrez, Directeur Exécutif, Institut des Mexicains à l'Etranger (IME), Mexique

Orateur : M. Arun Kashyap, Conseiller, Private Sector Development, Capacity Development Group/ Private Sector Division, Programme des Nations Unies pour le Développement

Discutant : Mme. Manuela Ranim-Osmundsen, Coordinatrice du Projet pour la Migration Internationale et le Développement, Norvège

Discutant : Mme Anne-Françoise Lefevre, Conseillère auprès du Président du Comité de Gestion, World Savings Bank Institute

Rapporteur : M. Seringe Dieye, Directeur de la Chancellerie, Ministère des Affaires Etrangères, Sénégal

Ce document de base a été préparé par le PNUD, en collaboration avec la taskforce mise en place par le gouvernement belge dans le cadre de la préparation de la première réunion du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD). L'unique objectif de ce document est d'informer et de faciliter la discussion de la session 2.2 lors de cette première réunion du FMMD. Il se base sur des sources publiques et n'a pas pour intention d'être exhaustif. Les organisateurs n'assument aucune responsabilité et ne garantissent pas la validité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans ce document. Le document ne reflète pas nécessairement les opinions des organisateurs du FMMD, ni celles des gouvernements ou des organisations qui prennent part aux sessions de table ronde. Etant donné que le FMMD est un processus informel, ce document n'implique aucun engagement de la part des parties qui l'utilisent dans le cadre des discussions du FMMD. Toute reproduction, partielle ou totale, de ce document doit mentionner la source.

Les informations utilisées aux fins de cette étude se basent sur des sources d'information accessibles au public (publications, articles spécialisés, sites Web, rapports de conférence, etc.), sur des documents privés (par exemple des rapports provenant d'institutions de promotion), ainsi que sur des entretiens personnels avec des experts. Bien que, dans la limite du possible, l'authenticité de toutes les informations citées ait été vérifiée, certaines erreurs ne sont pas à exclure. Le PNUD n'assume aucune responsabilité et ne garantit pas la validité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans cette étude. Le PNUD n'assume aucune responsabilité juridique en ce qui concerne l'utilisation des informations fournies dans cette étude. Les opinions exprimées dans cette étude ne représentent pas nécessairement celles du PNUD. Les appellations et la terminologie utilisées, ainsi que la présentation du matériel, n'impliquent aucune expression d'opinion de la part des partenaires en ce qui concerne la migration, les transferts de fonds et le développement.

1. Résumé

Les causes profondes de la migration internationale sont dues à d'importantes disparités économiques, démographiques et sociales, ainsi qu'à des conflits, des changements climatiques, des dégradations de l'environnement ou à des catastrophes. Les transferts de fonds constituent la contribution la plus tangible de la part des migrants à la réduction de la pauvreté. Une meilleure compréhension de la manière dont les transferts de fonds sont utilisés serait bénéfique aux interventions, en matière de développement et de politique publique, pour la migration et les services financiers, ainsi que pour le développement d'entreprises, le renforcement des modes de subsistance et la fourniture d'autres services de base. De même, il est tout aussi important de garantir que l'argent atteigne les zones rurales, ainsi que d'autres régions où de grandes parties de la population ne disposent pas de banques et n'ont aucun accès à divers produits et services financiers qui peuvent améliorer leur qualité de vie. Actuellement, il existe de nombreuses initiatives en cours et mises en œuvre par différents pays et par diverses organisations et institutions pour le développement. Par ailleurs, les connaissances évoluent. Ce document explique que les pays d'origine et de destination doivent collaborer avec les organisations multilatérales, le secteur privé, la diaspora et d'autres partenaires, afin de créer des options, des outils et des incitants pour maximiser les bienfaits des transferts de fonds sur le développement. Ces mesures et ces outils peuvent être liés aux transferts en eux-mêmes (p. ex. via des plans d'épargne, de crédit, de micro-assurance et de micro-pension) ou se concentrer sur la mobilisation des épargnes générées par les transferts de fonds en vue d'investissements productifs (réalisés par la personne migrante, les destinataires ou un entrepreneur local). Cela contribuerait à étayer des réglementations et des politiques rationalisées et répondant aux besoins des hommes et des femmes, et à renforcer le développement des capacités au niveau humain, institutionnel et à l'échelle du système. Ces efforts de collaboration peuvent aussi catalyser les partenariats privés et publics, ce qui peut donner lieu à des produits et à des services novateurs et basés sur la demande, afin de répondre aux besoins des personnes les plus pauvres.

2. Introduction

Il est difficile d'imaginer les aspects d'équité de la mondialisation sans que la migration fasse partie intégrante de l'analyse. L'espoir de trouver un emploi convenable afin d'améliorer leurs existences, ainsi que celles de leurs familles, est la raison principale de la migration de millions de personnes. De même, la migration, tant forcée que volontaire, est une réponse fréquente aux situations où les existences sont menacées par l'insécurité, les faiblesses institutionnelles, la discrimination ethnique et religieuse, les changements climatiques ou la dégradation de l'environnement, ainsi que par des catastrophes répétées¹. Tandis que le nombre de migrants dans le monde atteint à présent près de 200 millions², leur productivité et leurs économies constituent une force importante pour la réduction de la pauvreté. Dans la plupart des pays de destination, le nombre de femmes migrantes a augmenté à un rythme plus rapide que les hommes. En effet, actuellement, les femmes représentent la moitié des migrants dans le monde, soit une estimation de 95 millions,³ et, dans certains pays, elles représentent jusqu'à 80 % du total⁴. Les migrants procèdent à des transferts de fonds et ceux-ci sont la contrepartie financière de la migration. De nombreux migrants bénéficient de leur expérience, ce qui entraîne aussi une large augmentation de l'argent qui est envoyé aux familles.

Les transferts de fonds représentent un moyen de sortir de l'extrême pauvreté pour un grand nombre de personnes⁵. En termes de réduction de la pauvreté, les zones rurales des pays en voie de développement ont tendance à recevoir une majorité de ces transferts de fonds, étant donné que la plupart des migrants proviennent de ces régions⁶. Même s'ils peuvent avoir un impact potentiellement néfaste sur le développement en décourageant le travail productif⁷, des recherches

ont démontré que les transferts de fonds internationaux avaient une grande incidence sur la réduction de la pauvreté⁸. En effet, les transferts de fonds des migrants sont plus stables que les investissements financiers directs (IFD) et ne déclinent pas, même dans des conditions d'instabilité et de mauvaise gouvernance⁹. Dans les pays en voie de développement, ils sont même plus répandus que les flux de capitaux¹⁰.

Les transferts de fonds diffèrent fondamentalement des autres flux financiers car ils se basent sur des liens sociaux et sur des notions de responsabilité et d'affection. Ils représentent une manifestation financière d'un réseau de relations qui sont établies entre les migrants, leurs familles, et leurs communautés d'origine et, par conséquent, il convient d'examiner leurs conséquences économiques, sociales, politiques et culturelles. Quoi qu'il en soit, bien qu'il s'agisse d'une transaction privée, et même si les transferts de fonds des migrants constituent principalement une affaire privée, les économistes nous expliquent à présent que les transferts de fonds dépensés localement ont des effets « multiplicateurs » qui entraînent une augmentation du produit national brut. L'importance de l'effet multiplicateur dépend du fait que les transferts de fonds sont reçus par des ménages urbains ou ruraux¹¹ – la dernière catégorie a tendance à consommer plus de produits fabriqués à l'intérieur du pays et, par conséquent, ils génèrent un plus grand effet multiplicateur¹².

Cependant, la migration et les transferts de fonds en eux-mêmes ne permettent à aucun pays d'échapper à la pauvreté et ne constituent pas une solution pour diminuer la pauvreté mondiale. Ainsi, les problèmes structurels qui sont à l'origine de la persistance de la pauvreté doivent être abordés par les gouvernements nationaux. La communauté internationale peut apporter sa contribution en travaillant de pair avec les gouvernements locaux et nationaux. L'augmentation de l'afflux des transferts de fonds ne doit pas engendrer la diminution des responsabilités des gouvernements récepteurs vis-à-vis de la protection sociale et du développement. Ces gouvernements ne doivent pas non plus confondre ces transferts avec les responsabilités des APD des pays développés. Il est impératif que les transferts de fonds, les DFI et l'APD fonctionnent en parfait accord pour que les décideurs politiques ne perdent pas de vue le développement humain durable, la cohésion sociale, la diversité culturelle et les droits de l'homme, tant dans les pays expéditeurs que receveurs. Par ailleurs, les gouvernements des pays d'origine et des pays de destination doivent s'assurer ensemble que des politiques applicables sont en place pour protéger les migrants. Le défi est de trouver l'équilibre.

3. Tendances récentes : micro-impact des transferts

Pour des millions de personnes, les transferts de fonds représentent une partie importante du soutien familial et contribuent aux besoins quotidiens des familles. Par exemple, en Arménie, les transferts représentent en moyenne 80 % des revenus des ménages et semblent aboutir chez certaines des familles les plus démunies,¹⁴ ce qui contribue à réduire les inégalités, tandis qu'au Tadjikistan, ils maintiennent de nombreuses familles en difficulté au-dessus du seuil de pauvreté et réduisent les pressions liées au manque d'offres d'emplois sur le marché intérieur. De même, les transferts provenant des Comoriens vivant à l'étranger sont considérés comme vitaux pour les communautés locales pauvres¹⁵. Cet archipel de l'océan Indien est classé second pays africain, après l'Erythrée, en termes de dépendance vis-à-vis des transferts de fonds par personne.

Même lorsque les sommes reçues sont dépensées en biens de consommation, les transferts peuvent stimuler le développement¹⁶. Une étude du Mexique souligne que chaque dollar provenant de transferts de fonds génère trois dollars de pouvoir d'achat¹⁷.

La tendance à investir les transferts est aussi importante (près de 40 %) et remarquablement constante parmi les études menées. Cependant, cet investissement est principalement dédié au logement et aux terres, et ensuite, à l'activité économique, y compris les équipements et les magasins.¹⁸ Certaines recherches ont fait remarquer que les transferts représentaient près de 20 % du capital investi dans des micro-entreprises dans le Mexique urbain¹⁹. En Egypte, les migrants de retour au pays à la fin des années 80 ont créé un certain nombre d'entreprises dans le Grand Caire, grâce aux fonds ramenés de l'étranger²⁰. En outre, ils ont un impact positif sur la croissance économique en servant de garantie contre les risques liés aux nouvelles entreprises.²¹

De manière générale, il y a un manque d'analyse adaptée de la relation entre migration, transferts de fonds et développement dans les pays d'origine. Par conséquent, il faudrait davantage de recherches empiriques sur la manière d'augmenter l'impact des transferts de fonds sur le développement. En outre, à l'heure actuelle, les transferts ne semblent pas être un composant des stratégies de développement nationales dans les pays receveurs.

3.1 Réduire la vulnérabilité

Les transferts de fonds sont indispensables pour les familles des États en conflit ou sortant d'un conflit. Par exemple, à Haïti, les transferts de fonds représentaient environ 17 % du PIB en 2001, et jusqu'à 40% du PIB en Somalie²² à la fin des années 90. En Somalie, alors que la majorité de la population vit avec moins d'un dollar par jour, l'injection de devises fortes, via les transferts de fonds, permet au pays d'importer des aliments de première nécessité et a un effet « multiplicateur » sur l'économie locale. Toutefois, les organisations humanitaires ne tiennent souvent pas compte des transferts de fonds dans les évaluations de la reprise et lorsqu'ils conçoivent des stratégies de réponse.²³ Dans les mois qui suivirent le Tsunami, la Banque du Sri Lanka a enregistré une hausse importante des transferts de fonds. De même, l'augmentation des flux de transferts au Bangladesh est devenue un élément vital pour la lutte du pays contre les inondations dues aux moussons. Suite à l'ouragan Ivan de 2004 à la Grenade, la Banque Mondiale a estimé que l'aide de la diaspora, sous forme de transferts et de marchandises, ont contribué au rétablissement de nombreuses familles de l'île²⁴.

3.2 Mettre l'accent sur l'égalité de genre

Les travaux actuels sur la migration, les transferts de fonds et le développement ne comporte aucune subdivision relative au genre des migrants. L'expérience des femmes qui migrent ou qui restent dans leurs foyers peut se révéler soit positive, soit négative, et elle est influencée par des circonstances spécifiques. En effet, les femmes migrantes peuvent améliorer leur statut dans leurs familles et dans leurs communautés et ont l'occasion d'être indépendantes et de prendre des décisions. D'autre part, les femmes qui restent dans leurs foyers et qui bénéficient de transferts peuvent acquérir plus de contrôle sur le budget du ménage et ainsi établir des ménages dirigés par une femme.

Toute tentative visant à aborder la relation entre migration et développement ne peut exclure l'impact du nouveau rôle économique joué par les femmes migrantes et/ou les ménages dirigés par une femme sur les rôles assignés à chacun des sexes et sur les dynamiques des ménages, des communautés et de la société en général. Néanmoins, les flux de transferts de fonds ne sont pas différenciés en termes de sexe, ni même en terme d'impact disparate des transferts sur les vies des migrants masculins et féminins au niveau du ménage ou au niveau local. La somme d'argent envoyée par les migrants, les mécanismes de transfert, ainsi que le mode d'utilisation par les familles dans leurs pays d'origine sont non seulement conditionnés par l'économie de marché, mais aussi par l'économie politique du ménage et par les dynamiques de pouvoir qui s'ensuivent.

Il existe des preuves qui attestent que les femmes et les hommes migrants ont différents schémas de transferts et qu'ils ont tendance à donner la priorité à différents types de consommations, d'investissements et d'épargnes²⁶.

Parallèlement, les femmes, en tant que receveuses des transferts de fonds, ont besoin d'opportunités productives afin de gérer le revenu supplémentaire, et d'avoir les pleins pouvoirs afin d'assumer de plus grandes responsabilités, y compris la prise de décisions financières – qui va du fait de fournir des services liés à l'éducation ou à la santé à la famille, au fait de réduire les vulnérabilités du ménage en périodes de choc et de stress. Bien souvent, les femmes manquent de connaissances concernant les mesures fiscales, les occasions d'exploiter leurs talents et les procédures simplifiées servant à démarrer des activités qui peuvent canaliser les transferts de fonds vers des activités d'entreprise. En outre, elles n'y ont qu'un accès limité. Par conséquent, il est crucial d'augmenter les compétences des femmes et d'améliorer l'équité en ce qui concerne l'accès au capital, aux ressources financières et aux services, afin de maximiser le micro-impact des transferts pour les femmes, mais aussi le développement économique des communautés dans les pays d'origine.

Ainsi, il est nécessaire d'avoir des politiques publiques et un développement des capacités, tant au niveau local que national, afin de soutenir la contribution des transferts de fonds en vue d'un développement local répondant aux besoins des hommes et des femmes. Ces politiques devraient, notamment, faciliter, catalyser et améliorer l'accès aux mécanismes financiers globaux afin de faire progresser un développement humain durable et équitable.

4. Demande de la part des parties concernées – Evaluation des besoins

Un certain nombre de consultations multipartites au niveau mondial et régional menées par le PNUD²⁷ ont souligné le profond intérêt de toutes les parties à (i) mieux comprendre la demande en transferts et leur influence sur la base productive d'une économie locale, (ii) à se concentrer sur les activités de terrain dans un schéma d'apprentissage par la pratique, (iii) à mettre en œuvre des politiques fonctionnelles et des stratégies de développement des capacités, dans le but de soutenir l'impact positif des transferts de fonds sur la génération de revenus, en renforçant les moyens de subsistance durables et la création d'entreprises.

Comme point de départ, il est crucial d'intégrer les transferts des migrants aux Plans nationaux de développement (PND) et aux stratégies, grâce, par exemple, aux Documents de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et aux PND liés aux OMD. Un tel lien entre les politiques contribuerait non seulement à intégrer le développement potentiel des transferts dans un plus large programme de développement, mais aussi à permettre aux gouvernements de mobiliser l'assistance technique des organisations internationales et des donateurs afin de renforcer ce lien.

La recherche a montré que, en plus des choix de consommation²⁸, les transferts de fonds ont encouragé les investissements dans des biens tangibles, comme la construction d'écoles et de cliniques²⁹, plutôt que dans des instruments financiers du secteur formel.³⁰ Cela peut être considéré comme une réflexion sur le manque de développement des marchés financiers et des institutions, sur l'accès inadéquat aux options financières et aux services pour les familles qui reçoivent des transferts, ainsi que sur un environnement peu favorable, une capacité limitée et une mauvaise gouvernance économique³¹. Par conséquent, le défi pour les gouvernements qui souhaitent maximiser l'effet multiplicateur de l'impact des transferts de fonds sur le développement, est d'instaurer des politiques publiques servant à créer et à mettre en œuvre des produits financiers, des marchés et des mécanismes novateurs, au niveau local et national, dans un cadre qui met l'accent sur l'équité et qui encourage l'analyse en fonction du sexe. Un accès

amélioré, pour les populations les plus pauvres, à des produits et à des services financiers inclusifs et répondant aux besoins des hommes et des femmes (incluant – sans y être limités – des épargnes, des crédits, des assurances et des pensions) qui sont soutenus par des politiques et des institutions sociales qui visent à réduire les entraves au marché et les frais de transaction, peut contribuer à promouvoir une croissance équitable. Par ailleurs, ces interventions associées au développement des capacités, au niveau humain, institutionnel et à l'échelle du système, contribuerait à réduire la vulnérabilité des populations les plus pauvres en les aidant à générer des capitaux, à promouvoir l'esprit d'entreprise, à améliorer les services proposés et à renforcer les moyens de subsistance. Il est aussi très probable qu'une augmentation des perspectives d'emploi, accompagnée de la promesse d'une meilleure qualité de vie dans le pays d'origine, aurait un effet dissuasif sur la nécessité de migrer, ce qui serait d'une très grande importance dans les régions à fort potentiel migratoire.

Le secteur privé est un agent de changement très important pour créer de nouveaux produits et services financiers qui influencent la consommation et les possibilités d'investissement, ainsi que les compromis relatifs aux transferts. En règle générale, le secteur privé (a) reconnaît la demande en produits financiers novateurs liés aux transferts de fonds, et (b) admet que ces produits soutiennent aussi les objectifs de développement, tout en apportant une contribution à l'activité des entreprises. Par exemple, les produits qui contribuent au développement peuvent aider le secteur privé à différencier leurs offres de produits, à attirer de nouveaux clients et à améliorer la reconnaissance de la marque, ce qui contribue à renforcer le résultat financier. Cependant, dans beaucoup de cas, le secteur privé doit améliorer sa compréhension de ce nouveau marché, développer de nouveaux produits et/ou adopter des produits qui conviennent parfaitement aux besoins de ces consommateurs en particulier. Dans certains cas, les frais de transaction liés au renforcement/à la création d'un nouveau marché peuvent être importants et peuvent nécessiter des partenariats privés-publics pour leurs offres commerciales. Donc, les autorités gouvernementales disposent d'un potentiel important pour collaborer avec les institutions multilatérales/bilatérales, le secteur privé, la société civile et les organisations communautaires, afin de parvenir à une plus grande efficacité lors de l'exécution des transactions de transferts de fonds, et de mettre en avant des mesures qui favoriseraient l'introduction de politiques équitables au niveau national.

5. Leçons tirées de politiques et de programmes actuels et précédents

Les impacts des transferts de fonds sont non seulement économiques, mais aussi sociaux et culturels. Les migrants et les non-migrants, même séparés par un espace géographique physique, font partie du même espace social. Les espaces sociaux à plusieurs niveaux couvrent les connexions locales-locales, ainsi que les relations entre États, régions, gouvernements nationaux, ou même entre les institutions religieuses nationales. Actuellement, de plus en plus de personnes continuent à recevoir des revenus et à éduquer leurs familles dans leurs pays d'origine, tout en s'enracinant leurs racines dans les pays de destination. Par conséquent, le développement dans le pays d'origine est aussi lié, dans une certaine mesure, au développement de la communauté immigrante dans le pays d'accueil. Les problèmes sont transnationaux, ainsi, ils exigent des solutions transnationales. Afin de maximiser le micro-impact des transferts de fonds sur le développement, il est crucial d'entreprendre des activités pilotes d'apprentissage par la pratique, afin de mieux comprendre les transferts de fonds en termes de volumes, les mécanismes de transmission, les préférences des envoyeurs de fonds, l'impact local, la demande de produits, etc., en se basant sur le réseau complexe des relations sociales et culturelles.

Les efforts pratiques sur le terrain, servant à lier les transferts de fonds au développement au niveau micro, progressent rapidement, même s'ils n'en sont qu'à leurs débuts. Le soutien de toutes

les parties concernées, soit des gouvernements des pays d'origine et des pays de destination, de la diaspora, de la société civile et du secteur privé, est évident. Les efforts entre les divers acteurs doivent être coordonnés afin de garantir que la migration et les transferts de fonds font partie intégrante des stratégies de planification nationales, et que les activités émergentes se basent sur les leçons tirées des initiatives en cours.

5.1 *Stratégie, réglementation et environnement favorable*

Il existe d'importantes entraves politiques, réglementaires et commerciales qui empêchent l'utilisation potentielle des transferts de fonds pour le développement, y compris au niveau local. Le secteur privé est un agent de changement très important pour la création de nouveaux produits et services financiers qui influencent la consommation et les possibilités d'investissement, les options en matière de transferts, ainsi que la promotion de l'inclusion financière. Pour que les transferts de fonds fonctionnent en tant que plateforme pour l'inclusion financière, toutes les institutions capables d'atteindre les receveurs doivent être capables de participer à ce marché. Par conséquent, les politiques nationales devraient encourager l'uniformisation des mesures et des règlements adressés aux institutions bancaires et non-bancaires, afin d'augmenter la concurrence, ce qui entraînerait un plus large choix de produits pour les clients et assurerait une mise en place efficace de produits et de services financiers inclusifs.

En plus de fournir un environnement favorable et un renforcement institutionnel dans les pays receveurs, il est important d'intensifier le secteur financier et de renforcer la reconnaissance des institutions non-bancaires qui s'occupent de transferts. Cette intervention augmenterait les bénéfices des transferts de fonds, ainsi que l'accès à des services financiers équitables, tout particulièrement pour les pays en crise ou sortant de crise où les transferts de fonds représentent une ressource vitale et où le secteur privé est incapable d'agir efficacement par lui-même.

5.2 *Diagnostic et développement des capacités*

Il existe d'importants défis relatifs aux capacités qui doivent aussi être abordés. Ce manque de capacité est un véritable obstacle à l'opérationnalisation des stratégies de réduction de la pauvreté, et cela se complique davantage si la question de la migration et des transferts de fonds est incluse en tant que composant intrinsèque des DSRP. Par ailleurs, alors qu'il est démontré qu'au moins certaines institutions de micro-finance (IMF) peuvent proposer des transferts d'argent à bas prix et qu'elles utilisent ces services pour proposer des services bancaires aux non bancarisés, le nombre de IMF qui ont réussi à entrer sur le marché est jusqu'ici relativement faible. En entrant sur le marché, les IMF rencontrent toute une série de défis liés à la capacité institutionnelle. Le développement des capacités est nécessaire pour le secteur privé, y compris les IMF et les banques qui ont besoin de comprendre le secteur rural, ainsi ceux dont les besoins en services financiers n'ont pas été satisfaits. De même, il convient de collaborer avec les banques traditionnelles afin d'avoir une portée plus large³².

5.3 *Conception et mise à disposition de produits novateurs/stratégiques*

Le rôle des institutions financières et économiques communautaires, comme les banques rurales, les caisses d'épargne, les coopératives, les caisses d'épargne postales, les institutions de microfinance, consistant à relier les transferts de fonds au développement, exige une analyse stratégique. Elles offrent leurs services à des millions de secteurs de la société mal desservis, sans être entièrement intégrées au système financier. Chacun de ces secteurs disposent de mécanismes autorégulateurs via des réseaux qui imposent des critères de bonne gouvernance. Les interventions du gouvernement doivent consister en un soutien de leurs opérations et de leurs

projets, ce qui contribuera à améliorer leur interconnexion et à offrir des possibilités aux programmes lancés par ces secteurs, en reliant les transferts de fonds des migrants au développement.

Les institutions financières locales doivent être soutenues afin de créer des produits et des instruments financiers novateurs et non traditionnels, afin de répondre à la demande des bénéficiaires des transferts de fonds dans ces communautés. De même, il y a un grand besoin d'intermédiation financière dans les communautés rurales, afin d'aider ceux qui sont considérés comme non bancarisables et qui reçoivent des transferts de fonds, pour qu'ils puissent procéder à des investissements. Grâce à une médiation avec la communauté financière, ainsi qu'avec les utilisateurs dont les besoins ne sont pas satisfaits, et à une aide visant à développer la capacité de la communauté financière, un partenariat au niveau méso-économique peut engendrer la disponibilité de produits novateurs et non traditionnels afin de répondre à la demande des bénéficiaires des transferts de fonds³³. Les IMF doivent aussi avoir la possibilité de guider les communautés pour qu'elles utilisent leurs ressources pour renforcer l'esprit d'entreprise (en fonction du genre) et les opportunités de revenus.

Outre les micro-prêts, l'idée de relier l'assurance aux transferts de fonds suscite de l'intérêt et nécessite un plus grand soutien créatif. De même, le fait de proposer des épargnes sûres et stables est plus efficace à long terme que le fait d'encourager plus d'endettement. Il a été constaté que, lorsqu'ils disposent de produits adéquats et de possibilités d'investissement, les personnes qui procèdent à des transferts de fonds ont tendance à investir, au lieu de simplement satisfaire à des besoins de consommation. En effet, les possibilités de financement ou le soutien institutionnel pourraient permettre aux organisations de la société civile (OSC) ou aux institutions de micro finance travaillant avec les migrants d'établir un lien avec leurs programmes de mobilisation des épargnes, d'investissements, d'accès au crédit, ou de développement d'entreprises dans les communautés d'origine des migrants. Cela peut aussi être le cas dans les zones de développement de nouveaux produits, de renforcement des capacités, ou dans les institutions de micro finance, tout particulièrement en ce qui concerne la liaison des transferts de fonds au développement d'entreprises et au renforcement des capacités pour les ONG qui s'engagent à fournir des services aux familles migrantes.

5.4 Partenariats publics-privés et multipartites

Les partenariats publics-privés (PPP) peuvent contribuer à assurer une transition en douceur des transferts de fonds informels aux transferts formels, et à proposer un accès élargi aux transferts de fonds, en se basant sur les produits financiers qui sont inclusifs et qui répondent aux besoins des populations pauvres et défavorisées. Les PPP peuvent contribuer à la gestion du risque en proposant de nouveaux produits et en encourageant le secteur privé à entrer sur de nouveaux marchés³⁴. En effet, les PPP peuvent aussi encourager le secteur privé à mettre l'accent sur une planification à long terme plutôt qu'à court terme, à améliorer la confiance afin de coopérer avec diverses parties, y compris les gouvernements, le secteur privé et la société civile, à améliorer les efforts de proximité via le développement des capacités au niveau humain, institutionnel et à l'échelle du système, et à créer ainsi des situations bénéfiques à tous. .

Les organisations bilatérales et multilatérales peuvent aider les gouvernements locaux et collaborer avec les organismes de contrôle afin de garantir une réglementation appropriée et cohérente générant un environnement favorable aux transferts de fonds, et permettant aux entreprises, tant bancaires que non-bancaires, d'élargir leur offre. Ces efforts doivent impliquer le secteur privé. Les organisations multilatérales et le secteur privé doivent impliquer la société civile et travailler avec elle, lorsque c'est nécessaire, afin de permettre le développement de

nouveaux produits novateurs et commercialement viables qui contribueront à augmenter l'impact des transferts de fonds sur le développement – produits liés à l'épargne, meilleur accès au crédit, assurances et autres mécanismes de protection du revenu, et possibilités d'investissement.

Tandis qu'une analyse sociale transnationale peut rassembler les perspectives micro, méso et macro-économiques, il convient de comprendre les multiples niveaux de cette analyse complexe grâce à l'apprentissage par la pratique et de développer des outils et des ensembles d'outils novateurs. Cela garantirait que les outils de développement, mis à la disposition de la communauté internationale du développement (comme les Stratégies de réduction de la pauvreté, les Plans Cadres des Nations Unies pour l'Assistance au Développement- UNDAF- et les PND liés aux OMD), incluent la migration, les transferts de fonds et le développement, tout en contribuant à rassembler le travail des diverses institutions et organisations dans ce domaine.

6. Propositions d'action

En se basant sur les enseignements des activités en cours, les suggestions suivantes, visant à générer des options, des outils et des mesures destinés à maximiser les avantages des transferts de fonds sur le développement au niveau micro-économique, sont proposées à la discussion :

6.1 Stratégie, réglementation et environnement favorable

- Les pays d'origine et de destination doivent collaborer avec toutes les parties concernées, y compris les organisations multilatérales, pour encourager l'inclusion de la migration et des transferts de fonds aux PND liés aux OMD³⁵.
- Les pays qui reçoivent des transferts de fonds devraient supprimer les entraves et créer des mesures et des structures favorables à la création d'initiatives de développement basées sur le marché au niveau national³⁶.
- Tant les pays d'origine que les pays de destination doivent travailler ensemble ³⁷ pour encourager des politiques qui visent une plus grande participation sur le marché du transfert financier, et pour garantir les mêmes avantages aux institutions bancaires et non-bancaires, afin d'augmenter la concurrence et de proposer un plus vaste choix aux consommateurs.
- Promouvoir une législation, des politiques et des pratiques servant au développement en fonction du genre dans le cadre des droits de l'homme, ainsi que des droits qui donneront l'accès aux marchandises et aux services, y compris de services financiers et des opportunités de revenus, tout particulièrement pour les ménages dirigés par des femmes qui bénéficient de transferts de fonds et pour les femmes migrantes³⁸.
- Promouvoir des politiques et des pratiques qui attirent et qui utilisent les transferts de fonds collectifs, ainsi que d'encourager des associations de diaspora et de migrants de même origine (*Home Town Associations*, HTA), afin de contribuer à la réalisation de projets sociaux, économiques et d'infrastructure dans leurs pays d'origine³⁹.

6.2 Diagnostic et développement des capacités

- Soutenir les gouvernements dans le développement d'une capacité humaine, institutionnelle et à l'échelle du système, afin de gérer et de faciliter le flux migratoire et les transferts de fonds, ce qui sera bénéfique aux personnes en difficulté, aux économies nationales et à l'amélioration sociale et politique⁴⁰.
- Le développement des capacités et des compétences des migrants en matière d'alphabétisation financière contribuera à améliorer l'accès aux produits et aux services inclusifs, afin de faire croître les entreprises et l'esprit d'entreprise⁴¹, tout particulièrement au niveau local.

- Les associations de migrants de même origine (HTA) sont modestes et reposent sur le volontariat. L'investissement dans le capital humain est le plus grand défi qui entrave leur efficacité. Le succès des HTA dépend de leur capacité à s'organiser davantage, à acquérir plus de connaissances, à investir dans le capital humain, et à échanger des expériences avec d'autres régions du monde⁴².
- Développer la capacité et la confiance entre les institutions financières, les migrants et les bénéficiaires des transferts de fonds, afin de garantir que ces transferts contribuent aussi à améliorer les opportunités de renforcement des moyens de subsistance viables⁴³.
- Développer la capacité d'un pays à réunir des données, y compris d'augmenter sa capacité à réunir des données sur les flux informels de transferts de fonds, ainsi que des données ventilées par sexe sur les flux des transferts de fonds au niveau national⁴⁴.

6.3 Conception et mise à disposition de produits novateurs/stratégiques

- Promouvoir des incitants pour que le secteur privé comprenne la demande de produits novateurs des ménages qui bénéficient de transferts de fonds et qu'il mette au point des produits liés aux transferts de fonds (soit des épargnes, des crédits, des assurances, des pensions, des prêts hypothécaires transfrontaliers, etc.) afin de répondre à leurs besoins.
- Supprimer les entraves à l'utilisation de la dernière technologie afin de concevoir et de distribuer des produits financiers novateurs et viables et de les rendre accessibles aux migrants et à leurs familles dans le pays d'origine - afin d'atteindre plus de gens qui ont besoin de ces types de marchandises et de services.
- Soutenir les épargnes et les banques de détail, y compris les épargnes postales, afin de collaborer avec les institutions de micro finance et les autres institutions bancaires, dans le but d'améliorer l'accès aux services financiers pour les personnes pauvres, tout liant les transferts de fonds aux produits inclusifs et viables au niveau local⁴⁷.

6.4 Partenariats publics-privés et multilatéraux

- Promouvoir les partenariats publics-privés afin de faire évoluer la compréhension et la connaissance des produits et des services financiers inclusifs parmi les plus pauvres et les plus défavorisés, et afin de supprimer les entraves au développement de nouveaux marchés de produits basés sur les transferts de fonds et/ou d'adopter des produits qui ont été conçus tout particulièrement pour les besoins de cette tranche de consommateurs.⁴⁸
- Développer des PPP afin de proposer des solutions, des outils et des mesures destinés aux personnes qui envoient ou qui reçoivent des transferts de fonds, et de soutenir le développement de l'infrastructure locale qui sert à fournir des services de base au niveau local, y compris l'éducation, la santé et les start-up⁴⁹.
- Mobiliser les partenariats afin de soutenir l'expansion et la mise en œuvre de projets de développement locaux impliquant les personnes qui envoient ou qui reçoivent des transferts de fonds et les autres parties concernées (secteur privé, ONG, MFI, agences bilatérales ou multilatérales).

6.5 Coopération Sud-Sud

- Soutenir la coopération Sud-Sud afin de répondre à l'important besoin d'échange d'enseignements et de meilleures pratiques avec des pays qui ont réussi à tirer profit des transferts de fonds dans un but de développement. Il serait utile d'obtenir des données et des informations précises, de partager des bonnes pratiques, et de communiquer des solutions efficaces aux gouvernements pour qu'ils puissent concevoir des politiques appropriées, aux agences bilatérales et multilatérales qui souhaitent encourager des solutions créatives, ainsi qu'au secteur privé qui désire contribuer à la création de nouveaux produits et services.

6.6 Réseau de connaissances

- Entretenir et accorder beaucoup d'attention à un réseau de connaissances et à une communauté de pratiques entre les parties concernées, afin de maximiser l'impact des transferts sur le développement. Cela exige une approche en termes de développement humain, car les OMD ne peuvent pas être atteints uniquement avec des flux de capitaux.
- Les personnes de terrain demandent expressément un développement de méthodes d'évaluation dernier cri, de méthodes de diagnostic, d'outils et de méthodologies pour améliorer le travail sur les migrations et les transferts de fonds, tout particulièrement pour les pauvres. Le fait de consigner les leçons et les enseignements à tirer d'expériences fructueuses et de bonnes pratiques qui ont été mises en œuvre au niveau national – tout particulièrement dans les pays les moins développés (PMD), et dans le cadre du rétablissement de pays qui ont été touchés par des crises politiques ou par des catastrophes naturelles – contribuera à élargir notre connaissance, afin de maximiser les avantages potentiels de la migration et des transferts de fonds, de gérer les risques, de réduire la vulnérabilité, de renforcer les moyens de subsistance viables, et de réduire la pauvreté.

(Juin 2007)

NOTES

¹ L'Afrique Subsaharienne a connu des flux importants de migrants "forcés", y compris des déplacés du fait de tensions politiques, des pressions démographiques ou de conditions naturelles difficiles telles que la sécheresse ou la dégradation de l'environnement. Henry, Sbaïne and Bilborrow, Richard. "How environmental migrants choose their destination in Burkina Faso?" Abstract submitted for the XXV International Population Conference of the IUSSP (<http://iussp2005.princeton.edu/download.aspx?submissionId=50281>)

² Le rapport du Secrétaire-Général sur la *Migration Internationale et le Développement* (6 Juin 2006), mentionne que les migrants internationaux (près de 191 million), constituent au moins 20% de la population dans 41 pays. Migration internationale – partie de la population d'un pays vivant à l'étranger. (Adams, R.H.; Page J. International migration, remittances, and poverty in developing countries. Policy Research Working Papers. The World Bank. 2003).

³ State of world population 2006, A Passage to Hope, Women and International Migration, UNFPA, New York.

⁴ UNDP (2004): Human Development Report. United Nations. <http://hdr.undp.org/reports/global/2004>

⁵ Adams, R.H.; Page J. 2003. Ibid; En moyenne, une augmentation de 10% de la part des transferts de fonds internationaux dans le PIB d'un pays mène à une baisse de 1.6% de la population vivant dans la pauvreté. Malgré l'absence de clarté sur l'impact des transferts sur l'équité et l'inégalité de revenus, les transferts renforcent les revenus des ménages et peuvent avoir un impact significatif sur la réduction de la pauvreté. Dans une étude récente utilisant des données de 74 pays en développement ou en transition, Adams and Page (2003) trouve que les transferts ont un impact fort, statistiquement significatif, sur la réduction de la pauvreté.

⁶ Un flux significatif des transferts vers la République Dominicaine va dans les régions rurales. Orozco, Manuel. "Remittances, the Rural Sector, and Policy Options in Latin America." Migration Information Source, Migration Policy Institute, 2003

⁷ Llorca, Juan Carlos, "Living off immigrant money sent home from U.S., young Guatemalans don't want to work." Associated Press Financial Wire. May 29, 2007.

⁸ Les études de la Banque Mondiale indiquent que les transferts de fonds ont réduit le taux de pauvreté de 11 % en Ouganda et 6 % au Bangladesh et ont fait monter les niveaux d'éducation au Salvador et aux Philippines

⁹ <http://isim.georgetown.edu/pages/RCRCC.html>

¹⁰ Ratha, Dilip. Workers' Remittances: An Important and Stable Source of External development Finance in Global development Finance. 2003.

¹¹ Dans certaines régions rurales isolées, la plupart des activités non agricoles dépend largement de l'argent des migrants et la plupart des activités économiques servent le marché local. Van der Geest, Kees. "Local Perceptions of migration and livelihood in Northwest Ghana: the home community's perspective." Paper presented at the CERES Summer School. The Hague. 27-30 June 2005.

¹² Adelman, Irma and J.E. Taylor. 1990. "Is Structural Adjustment with a Human Face Possible? The Case of Mexico." Journal of Development Studies, Vol. 26, pp.387-407

¹³ IRINNews.org. UNOCHA. Comoros: Remittances-funding luxuries rather than development. Tajikistan: Remittances – a tool for development. May 2005

¹⁴ USAID Armenia. Task Order #PCE-I-820-98-00012-0. October 2004. Remittances in Armenia. Size, Impacts, and Measures to Enhance their Contribution to Development

¹⁵ USAID Armenia. Task Order #PCE-I-820-98-00012-0. October 2004. Remittances in Armenia. Size, Impacts, and Measures to Enhance their Contribution to Development

¹⁶ Près de 80 % des transferts vers l'Amérique latine sont consacrés à la consommation ; ce qui laisse 12 milliard USD pour l'investissement. Parallèlement, la consommation parmi les pauvres est bonne pour l'économie, sans oublier l'amélioration de leur qualité de vie.

¹⁷ www.economist.com/world/na/PrinterFriendly.cfm?Story_ID=1352810

¹⁸ USAID Armenia. Op Cit.

¹⁹ Woodruff, Christopher, and Rene Zenteno. 2001. "Remittances and Microenterprises in Mexico." Unpublished paper. University of California, San Diego. Cited in Ratha, Dilip, 2003. Op Cit.

²⁰ McCormick, Barry and Jackeline Wahba. 2002. Return Migration and Geographical Inequality: The Case of Egypt.” University of Southampton. Unpublished. Cited in Ratha, Dilip.2003. Op Cit.

²¹ Taylor, J. Edward. 1999. “The New Economics of Labor Migration and the Role of Remittances.” International Migration 37(1):63-86

²² Une étude récente réalisée par le PNUD estime que plus de 25 % des familles en Somalie reçoivent des transferts de fonds de l'étranger. Les transferts vers la Somalie ont aidé, dans le passé, à éviter des crises humanitaires. UNDP/The World Bank Somalia, Socio Economic Statistics. Somalia Report No 1. Somalia Working Brief. 2003

²³ www.Somalivoices.com

²⁴ Savage, Kevin and Paul Harvey. “Remittances during crises: implications for humanitarian response; Briefing paper 26. Humanitarian Policy Group. Overseas Development Institute. May 2007

²⁵ Van Doorn, Judith. Migration, Remittances and Development. ILO. 2002

²⁶ Par exemple, des études réalisées sur les femmes migrantes de la République de Dominicaine, de l'Afrique du Sud et du Sri Lanka ont montré que les femmes sont plus disposées à envoyer des transferts que les hommes et que les femmes Dominicaines micro-entrepreneuses sont plus disposées à recevoir des transferts de fonds que leurs homologues masculins. *Microempresas, migración y remesas en República Dominicana 1996-1997*, 1997; UN-INSTRAW, *Gender, Remittances and Development: The case of women migrants from Vicente Noble, Dominican Republic*, 2006; International Office for Migration, *World Migration Report 2005*, Geneva, p.35, *Ibid.*, p. 55. Une étude réalisée en 2001 sur les migrants dominicains en Espagne montre que 60 % des migrants envoient régulièrement plus de 20 % de leurs revenus en transferts. Dans la zone rurale Sud Africaine, une étude conduite en 2003 a démontré que les hommes migrants étaient à 25 % moins disposés que les femmes migrantes à transférer de l'argent. En 2000, les femmes représentaient 67 % des Sri Lankais travaillant à l'étranger dont la majorité se trouvait dans le Moyen-Orient. La même année, les fonds envoyés à Sri Lanka en provenance du Moyen Orient s'élevaient à 63 % du montant total des transferts de fonds reçus.

²⁷ <http://www.capacity.undp.org/index.cfm?module=Library&page=DocumentSearchResults&LibraryID=13&SearchText=remittance&DocumentType=&Search=SEARCH>; The Potential Role of Remittances in Achieving the Millennium Development Goals – An Exploration, 10 October 2005, NY; Regional Consultation on Migration, Remittances and Development 27-28 July 2006, Santo Domingo; Private Sector Forum to Explore Linkage between Remittances and Development, September 8, 2006, New York

²⁸ L'expérience du PNUD en Gambie indique que le comportement des membres des familles recevant les transferts qui est d'augmenter leur consommation dépensière au lieu d'investir, tel que prescrit par l'auteur des transferts mène à des tensions familiales, et peut défavorablement influencer le flux d'argent vers le pays.

²⁹ Orozco, Manuel 2000. “Latino Hometown Associations as Agents of Development in Latin America.” Inter-American Dialogue. June

³⁰ Bien que cela soit plus commun dans les pays avec des politiques économiques solides. Ratha, Dilip. 2003. Op Cit.

³¹ Ceci est été corroboré par l'expérience albanaise où l'absence d'une politique et d'un régime de gouvernance convenable n'a pas permis aux transferts de fonds de stimuler correctement la production domestique. UNDP and Soros Foundation. 2003. The Encouragement of Social-Economic Development in Relation to the Growth of the Role of Remittances. Centre for Economic and Social Studies. Tiranë

³² Même si le secteur privé est prêt (enthousiasmé) pour faire des transferts de fonds un instrument financier catalytique, leur non familiarité avec les produits et les clients, la technologie et la régulation, et l'ensemble du contexte du développement humain présentent une barrière.

³³ Des associations d'entreprises ou associations de micro-finance pourraient aussi produire certains services du meso-niveau, en ce compris des services pour le développement d'entreprises.

³⁴ Ces types de partenariats peuvent assister le secteur privé par (a) la compensation du risque de nouveaux produits pour le secteur commercial à travers la mise à niveau du domaine d'action, (b) un meilleur accès aux consommateurs non atteints, (c) l'introduction d'une nouvelle technologie, (d) l'amélioration de la formation technique et financière des consommateurs et (e) l'apport des capacités entrepreneuriales du secteur privé dans l'amélioration de l'infrastructure financière y compris l'automatisation des marchés monétaires et la mise en place de service et de standards de crédit.

³⁵ L'Initiative de Lutte contre la Faim et la Pauvreté (IHP) du Gouvernement espagnol a pour objectif de renforcer les mécanismes de financement innovateurs liés aux transferts de fonds afin qu'ils puissent

compléter l'Aide Publique au Développement (APD) en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM). Sur la base de la Déclaration de Genève (2004), l'IHP a créé un Groupe Technique (TG) pour mieux appréhender les mécanismes de financement innovateurs y compris ceux liés aux transferts de fonds pour éradiquer la faim et la pauvreté.

"Moving out of poverty-making migration work better for poor people." DFID Policy paper. March 2007. p12.

³⁶ La structure juridique des institutions de micro-finance (IMF) au Sénégal et dans d'autres pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ne facilite pas leur accès au marché de transferts de fonds. Une étude menée par l'OIT explorant des voies possibles dans lesquelles les IMF peuvent être impliquées dans le marché sénégalais de transferts de fonds, précise qu'une voie, pour améliorer leur participation dans ce marché, serait d'entrer en partenariat comme agent avec les services de poste et les banques commerciales qui ont les licences pour délivrer les transferts de fonds au Sénégal.

³⁷ Les gouvernements des Etats-Unis et du Mexique encouragent les migrants à envoyer leurs fonds à travers le système bancaire formel *en développant et en élargissant l'accès au capital*. Le partenariat cherche à accroître le flux de capitaux vers les régions sous-développées du Mexique en partie en aidant à réduire le coût d'envoi des fonds au pays à partir des Etats-Unis et supporte l'utilisation des transferts de fonds dans les projets de développement au Mexique. "Remittances and Rural Development in Latin America and the Caribbean – an IFAD Perspective", Rosemary Vargas-Lundius, IFAD, March 2003. Certaines des institutions de microfinance qui sont entrées sur le marché des transferts de fonds en Afrique pour atteindre les groupes de clients, qui sont probablement ceux qui reçoivent ces fonds et sont souvent non ou sous desservis par les services financier formels, sont la *National Microfinance Bank of Tanzania*, l'*Equity Building Society* au Kenya, et le *Centenary Rural Development Bank* en Ouganda. Au Sénégal, deux MFI participent formellement au marché de transferts de fonds s'occupant des transferts internationaux – l'UNACOIS (Union des Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal) et la Djoloff Mutuelle d'Epargne et de Crédit (DJOMEC). Le World Migration Report (2003) raconte comment trois banques africaines installées à Paris ont offert des schémas spéciaux de transferts vers la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal, avec des coûts plus bas que les services de transferts d'argent.

³⁸Le PNUD et INSTRAW ont conjointement entrepris un projet de développement intégré qui explore le rôle des transferts de fonds sur le renforcement du développement local tenant compte des aspects de genre en Albanie, en République Dominicaine, au Lesotho, au Maroc, aux Philippines et au Sénégal. Le projet renforcera l'entreprenariat soucieux des questions de genre par la promotion d'options financières inclusives en vue de l'utilisation efficiente des transferts de fonds au bénéfice des conditions de vie durable et par la construction du capital social. Ce programme devrait aussi répondre à la sérieuse pénurie de récolte effective de données, d'analyse systématique et de systèmes de gestion qui peuvent servir de guide aux praticiens.

³⁹ En tant que partie d'une telle stratégie, les autorités mexicaines complètent l'argent envoyé par les migrants avec des fonds locaux, régionaux et fédéraux dans le but de construire des routes, écoles et centres médicaux. ("Mexican migrants' growing influence", Javier Lizarzaburu, BBC Spanish American service, May 2004)

⁴⁰ Op Cit. DFID Policy Paper, March 2007. p33.

⁴¹ (i) Se basant sur le Western Union Empowerment Fund, le Département américain du Travail a récemment décerné une subvention de 3.3 millions en vue de permettre au programme visant à aider les immigrants et les minorités à démarrer, maintenir et développer de petites entreprises. Le programme (lancé fin en 2007) fournira de précieux instruments à l'entrepreneur et cherchera à créer les capacités nécessaire pour que ces entreprises se développent et prospèrent. En fin de compte, améliorer le taux de réussite des entreprises des migrants et des minorités améliorera aussi le succès du migrant et aidera les familles à se hisser hors des catégories de faible revenu ou de pauvreté.

(ii) Le Multilateral Investment Facility de la Banque Inter-Américaine de Développement (IDB) soutient un projet en République Dominicaine qui, entre autres, 1) se donne comme objectif de renforcer la capacité des systèmes de transferts de fonds à travers les technologies qui réduisent les coûts de transfert ; 2) développe les nouvelles technologies pour le transfert des fonds ; 3) améliore la capacité du secteur de la micro-finance pour s'occuper des transferts de fonds ; et 4) promeut l'utilisation du système bancaire par les bénéficiaires du transfert de fonds.

⁴² Le besoin d'un interlocuteur de méso-niveau est également important communautés (HTA) et les officiers gouvernementaux du niveau local en vue d'aider les groupes collectifs de migrants et les

dirigeants économiques et politiques dans les localités d'origine à délibérer sur la question complexe de définition, d'appui, d'ajustement et de promotion des projets de transferts et de produits. La capacité est requise pour permettre le soutien aux organisations participatives pour mettre en place des relations de partenariat avec les entreprises en vue de faciliter le traitement de transferts collectifs. Simultanément, les compétences des associations de migrants doivent être renforcées pour leur permettre de travailler davantage de façon effective avec les interlocuteurs, organisations et gouvernements locaux et pour maintenir les organisations de méso-niveau responsables.

⁴³ Les institutions de micro-finance sont non seulement confrontées aux contraintes légales mais ont également des capacités institutionnelles et techniques limitées qui gênent leurs efforts à prendre une part du marché des transferts de fonds et de création d'entreprenariat.

⁴⁴ Op Cit. UNDP-INSTRAW project

⁴⁵ (i) Suite au lancement de la première phase de la facilité de financement (budget de 10 millions USD) par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) en partenariat avec la Commission Européenne, IDB, le Consultative Group to Assist the Poor (CGAP), le Gouvernement du Luxembourg et le United Nations Capital Development Fund (UNCDF), des projets ont été entrepris en Bolivie, République Dominicaine, Guatemala, Mexique et Paraguay pour amener les communautés rurales désavantagées (particulièrement les femmes) dans le système des services financiers en encourageant l'épargne, générant des prêts, et en amenant des nouvelles – technologiquement avancées- fournissant des services d'assurance et de santé aux familles rurales. Au Salvador, les efforts se concentrent sur la combinaison des transferts de fonds aux familles avec des crédits d'investissements et des crédits pour acheter, étendre ou modifier des maison à bas coûts, en ce compris l'introduction de service de base. Les activités au Mexique ont également pour objectif de renforcer l'accès à l'immobilier, aux micro crédits d'habitation, et au crédit-bail pour les ménages recevant des transferts à travers, entre autres, la fourniture de cours de formation financière et d'information à ces ménages dans le financement de l'immobilier et l'incorporation d'une évaluation de crédit spécifique aux transferts de fonds et une analyse rigoureuse des performances de l'immobilier base sur les transferts de fonds.

(ii) USAID travaille avec le World Council of Credit Unions (WOCCU), des institutions locales de microfinance et ACCION International au Guatemala, en Bolivie, en Colombie, à Haïti, au Nicaragua, et au Pérou pour définir des produits de crédits pour l'habitation, l'entreprise et d'autres investissements viables, encourager les bénéficiaires de transferts pour épargner sur un compte d'épargne, le développement de nouveaux produits financiers pour améliorer la position compétitive des unions de crédit sur le marché et renforcer les capacités des MFI à préparer des "business plans" et augmenter leur accès pour atteindre les zones rurales très éloignées avec les transferts de fonds et des services de paiement (bill payment services). USAID travaille aussi au Nigeria avec des agriculteurs pour développer des voies alternatives de services financiers (mobile banking) dans les zones rurales.

(iii) Pour rencontrer les besoins des populations immigrées aux Etats Unis et offrir une possibilité de débiter son historique de crédit, MFIC a créé Alante Financial (anciennement Mi Pueblo) – un réseau de centres de services financiers. Alante, qui offre une série de services financiers aux migrants, en ce compris de petits prêts, le transfert d'argent et l'assurance, utilise l'historique de transferts pour déterminer sa solvabilité, et mentionne se petits prêts à un bureau de crédit de sorte que les clients puissent construire un historique. MFIC fournit une liste de services aux immigrants pour produire un impact intégré sur l'amélioration de la qualité de vie des populations pauvres et marginalisées.

(iv) En 2001, les Ministères français des Affaires Sociales et des Affaires Etrangères ont initiés le Programme Migrations et Initiatives Economiques (PMIE). Ce programme aide les migrants venant d'Afrique qui souhaitent établir une entreprise en France ou dans leur pays d'origine en les orientant vers les structures pertinentes en terme de formation, assistance technique, financement, etc. Dans le cadre de ce programme, un schéma appelé 'Investissement à distance' a été développé pour permettre aux migrants d'utiliser leur épargne pour obtenir un prêt dans leur pays d'origine. Deux banque oust africaine sont impliquées dans ce projet. Les taux d'intérêt sont maintenus bas pour permettre le repaiement (IFAD).

⁴⁶ (i) Global telecom, Philippines, a mis en place G-Cash, un service pour envoyer et recevoir de l'argent et faciliter les transferts, avec simplement un message incluant un SMS. Cette facilité, qui entre en concurrence avec le système porte-à-porte offert par certaines banques, offre une manière rapide, sûre et facile pour envoyer et recevoir de l'argent, ce qui le rend attrayant pour la partie de la population Philippine non bancarisée. G-cash, en créant des alliances stratégiques avec des institutions de terrain, n'a pas seulement augmenter de façon importante l'accès aux services financier, – en ce compris les transferts

domestiques et internationaux, les transferts d'argent de téléphone à téléphone, et les paiement d'achats, etc. – pour répondre aux besoins des classes à bas revenus, il a aussi étendu l'étendue et les opportunités de microfinances dans les banques rurales.

(ii) En Afrique du Sud, une joint venture de Y'ello Bank avec Vodacom et MTN (deux compagnies de téléphonie mobile) a annoncé en février 2005 qu'elle envisage de cibler les utilisateurs de téléphones mobiles non bancarisés. Ce réseau a déjà près de 20 millions de souscripteurs. Le modèle prépayé a de nombreux attraits pour les pauvres: il éliminé le besoin d'un trajet coûteux à la banque la plus proche, il peut couvrir des transactions internationales et domestiques, il peut couvrir les régions rurales, il s'agit d'un mécanisme de transfert sûr et quasi instantané et il permet des transactions de petits montants. Les obstacles principaux à l'usage de la téléphonie mobile comme agent de transferts de fonds sont la sécurité et les réglementations. Les gouvernements doivent être convaincus que les processus de transaction sont sûrs, à la fois pour le consommateur et pour le système dans son ensemble (U.S Agency for International Development). IFAD.

⁴⁷ En 1994, le "Philippine Postal Savings Bank" (PPSB) est entré sur les marché des transferts de fonds avec un service spécial impliquant le paiement des transferts à un bénéficiaire spécifique résident ou travaillant aux Philippines ou dans un pays étranger.

⁴⁸ Le Gouvernement de l'Espagne renforce le co-développement en reliant le système financier espagnol avec ceux des pays recevant les transferts et en créent des partenariats public-privé incluant la diaspora soutenant des entreprises et mettant en oeuvre des projet basé sur les communautés. En coordonnant les efforts du Gouvernement avec ceux des pays recevant les transferts et en partenariat avec le secteur financier et la diaspora, l'Espagne envisage d'entreprendre une grande campagne visant à créer une plus grande confiance entre les banques, les migrants et les bénéficiaires de transferts pour s'assurer que les banques qui fournissent les transferts deviennent également actives dans l'octroi de crédit et d'autres services (épargne, investissement, ligne de crédit, etc...) dans le pays d'origine. L'équipe nationale mise en place à cette fin, tout en renforçant la cohérence nationale, va entreprendre un dialogue de haut niveau avec les gouvernements des pays recevant les transferts pour explorer les opportunités de co-développement visant à renforcer la culture et les services financiers et à maximiser les possibilités pour éradiquer la pauvreté et rencontrer les ODM. Cette années, des partenariats public-privé sont mis en place pour créer des projets de co-développement. Un fonds est également créé par le gouvernement espagnol avec la participation des autorités centrales et locales, du secteur privé et des associations de migrants pour catalyser les financement de projets pilotes. Trois projets pilote ont été lance au Maroc, en Equateur et au Sénégal – des pays prioritaires de la coopération espagnole au développement et recevant majoritairement les transferts envoyés depuis l'Espagne– pour rencontrer les objectifs de la promotion du développement à travers les transferts base sur la stratégie décrite plus haut.

⁴⁹ (i) Western Union est le seul sponsor privé du programme *Tres por Uno* (3+1) mis en oeuvre avec succès par le Mexique, ce qui à permis à ce programme d'évoluer en 4+1 dans l'Etat du Zacatecas et l'Etat du Michoacán. Le présent programme permet aux 'hometown associations' de recevoir des fonds additionnels pour les contributions faites aux programmes acceptés qui ont pour objectifs de créer des opportunités économiques durables et génératrices d'emploi au Mexique et de répondre aux causes profondes de la migration; autrement dit, l'absence d'opportunités dans le pays d'origine. Ce programme a un impact tangible en terme de création d'emploi et de développement économique dans les régions concernées par de hauts niveaux de migration.

(ii) Un autre programme soutenu par le gouvernement pour diriger les transferts vers des start-ups est *Invierte en México* (Investir au Mexique), lance par Nacional Financiera SNC, la plus grande banque de développement du Mexique, en conjonction avec IDB et des groupes organisés de migrants mexicains au Etats Unis. *Invierte en México* offre au migrants mexicains l'opportunité d'investir dans leurs communautés pour générer de l'empli et soutenir l'activité économique à travers le démarrage d'entreprise telles que des drugstores, des supermarchés, des stations essence et des restaurants. Le programme offre des conseils commerciaux et du soutien dans le développement de "business plans" sans coûts pour les migrants. Le budget de ce programme est d'approximativement 2.2 millions USD 2.2 et n'est disponible qu'à Hidalgo, Zacatecas and Jalisco. "Workers' Remittances to Mexico", Business Frontier, Issue 1:2004, Federal Reserve Bank of Dallas, El Paso Branch.

(iii) Plusieurs pays européens tentent non seulement de faciliter et de réduire les coûts des transferts mais aussi d'explorer des opportunités soit à travers des processus de co-développement ou en fournissant des avantages fiscaux dans les pays d'origine des migrants. La France, en particulier, offre des réductions

fiscale aux migrants éligibles pour travailler en France si ils décident d'être impliqués dans des projets de développement dans 54 pays sélectionnés.

http://www.outilsecodevdurable.minefi.gouv.fr/directions_services/dgtpe/epargne/compte_epargne_codev.htm. La Banque Nationale Immobilière de Grèce se spécialise aussi dans l'acceptation de dépôts et l'octroi de crédits pour l'achat de maisons en Grèce.